

Ordonnance sur l'organisation du gouvernement et de l'administration (OLOGA)

172.010.1

du 25 novembre 1998 (Etat le 17 septembre 2002)

Le Conseil fédéral suisse,

vu les art. 24, 43 et 47 de la loi fédérale du 21 mars 1997 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration¹ (LOGA),

arrête:

Chapitre 1 Le Conseil fédéral

Art. 1 Délibérations

(Art. 13, 16, al. 1 et 4, 17 LOGA)

¹ Les séances du Conseil fédéral ont lieu en règle générale une fois par semaine.

² Les décisions portant sur des affaires de grande importance ou ayant une portée politique sont prises à la suite de délibérations séparées. Les affaires d'importance primordiale peuvent être traitées lors de séances spéciales.

³ Si elles ne sont pas contestées, les autres affaires peuvent être réglées ensemble, sans délibération séparée, ou faire l'objet d'une procédure écrite. Les décisions présidentielles selon l'art. 26, al. 4, LOGA sont réservées.

⁴ Si les circonstances l'exigent et que le temps lui manque pour se réunir, le Conseil fédéral peut délibérer des affaires visées à l'al. 2, par écrit ou par d'autres moyens. Les décisions qui en résultent sont équivalentes à celles qui sont prises au cours des séances. Les décisions présidentielles selon l'art. 26, al. 1 à 3, LOGA, sont réservées.

⁵ Les décisions sont consignées par écrit séparément pour chaque affaire.

Art. 2 Planification des affaires

(Art. 25, al. 2, let. a, 32, let. b, et 33 LOGA)

¹ La planification des affaires vise à assurer que les affaires sont traitées au Conseil fédéral en tenant compte de leur importance et de leur urgence.

² Le président de la Confédération détermine avec la Chancellerie fédérale et les départements les affaires les plus importantes et les priorités pour un trimestre ou un semestre.

RO 1999 1258

¹ RS 172.010

Art. 3 Propositions, discussions et notes d'information

(Art. 14, 15 et 17 LOGA)

¹ En règle générale, le Conseil fédéral prend ses décisions en se fondant sur des propositions écrites et après la conclusion de la procédure de co-rapport (art. 5).

² Les membres du Conseil fédéral ont le droit de proposition; le chancelier de la Confédération dispose du même droit pour les affaires relatives à la Chancellerie fédérale.

³ Les autres autorités ou organes qui sont habilités par la législation fédérale à soumettre des affaires ou des propositions au Conseil fédéral doivent le faire par l'entremise de la Chancellerie fédérale ou du département ayant le lien le plus étroit avec l'affaire traitée.

⁴ Le Conseil fédéral conduit des discussions approfondies, notamment sur les affaires d'importance primordiale. S'il y a lieu, il prend des décisions préliminaires, détermine les éléments principaux de la solution et donne des instructions en vue du traitement de l'affaire au département responsable ou à la Chancellerie fédérale.

⁵ Les départements et la Chancellerie fédérale peuvent en tout temps et sans faire de proposition formelle transmettre au Conseil fédéral des notes d'information relatives à d'importants événements et activités relevant de leur domaine.

Art. 4 Consultation des offices

¹ Lors de la préparation de propositions, l'office responsable invite les unités administratives concernées à donner leur avis dans un délai approprié. Dans des cas exceptionnels, dûment motivés, il est possible de renoncer à consulter les offices ou de n'en consulter qu'un nombre restreint.

² Les divergences doivent être éliminées dans la mesure du possible au cours de la consultation des offices; le département responsable fait rapport au Conseil fédéral à ce sujet.

³ Sont concernées les unités administratives dont les tâches ont un lien matériel avec l'affaire traitée ou qui doivent se prononcer sur ses aspects financiers, juridiques ou formels.

Art. 5 Procédure de co-rapport

(Art. 15 et 33 LOGA)

¹ La procédure de co-rapport sert à préparer la décision du Conseil fédéral. Elle doit lui permettre de concentrer ses délibérations sur les aspects essentiels de l'affaire.

² Le département responsable remet en temps utile à la Chancellerie fédérale la proposition définitive en vue de l'ouverture d'une procédure de co-rapport.

Chapitre 2 L'administration

Section 1 L'administration fédérale

Art. 6 Composition

(Art. 2, al. 1 à 3, LOGA)

¹ L'administration fédérale se compose des unités administratives suivantes:

- a. les départements et la Chancellerie fédérale;
- b. les secrétariats généraux;
- c. les groupements;
- d. les offices et leurs subdivisions;
- e. les commissions à pouvoir décisionnel (à l'exclusion des commissions de recours visées aux art. 71a à 71d de la LF du 20 déc. 1968 sur la procédure administrative² et par l'O du 3 fév. 1993 concernant l'organisation et la procédure des commissions fédérales de recours et d'arbitrage³), ainsi que d'autres unités rattachées administrativement;
- f. les établissements et les entreprises autonomes.

² Sont assimilées à ces unités celles qui portent une désignation différente mais qui ont les mêmes fonctions.

³ Les unités administratives mentionnées à l'al. 1, let. a à d, constituent l'administration fédérale centrale, celles mentionnées à l'al. 1, let. e et f, l'administration fédérale décentralisée.

⁴ Les unités administratives de l'administration fédérale centrale (sans les subdivisions des offices) et les principales unités de l'administration fédérale décentralisée sont énumérées en annexe.⁴

Art. 7 Administration fédérale centrale

(Art. 2, 43 et 44 LOGA)

¹ Les unités de l'administration fédérale centrale exécutent les tâches requises par les fonctions gouvernementales. Elles assurent la cohérence et la continuité de l'activité administrative. Elles sont liées par les instructions données par le département et lui sont subordonnées.

² Les offices sont directement subordonnés aux départements. Ils peuvent être réunis en groupements, si la gestion d'un département en est améliorée.

³ Pour les unités qui sont gérées par mandats de prestations et enveloppes budgétaires (unités GMEB), le Conseil fédéral accorde le mandat de prestations pluriannuel après consultation des commissions compétentes du Parlement (art. 33).

² RS 172.021

³ RS 173.31

⁴ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 août 2002, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 2002 (RO 2002 2827).

Art. 8 Administration fédérale décentralisée

¹ Les unités de l'administration fédérale décentralisée sont rattachées à la Chancellerie fédérale ou au département ayant le lien le plus étroit avec leurs tâches.

² Les unités rattachées administrativement sont en règle générale, en ce qui concerne la gestion des ressources, assimilées à l'administration fédérale centrale; elles exécutent leurs tâches sans être liées par des instructions.

³ En règle générale, les établissements et entreprises autonomes ont la personnalité juridique ainsi que leurs propres organes et constituent une entité comptable distincte.

Section 2...**Art. 9 et 10⁵****Chapitre 3****Direction de l'activité du gouvernement et de l'administration****Section 1 Principes****Art. 11** Principes régissant l'activité administrative

(Art. 3 LOGA)

L'administration fédérale agit en se fondant sur le droit fédéral ainsi que sur les objectifs et les priorités fixés par le Conseil fédéral. Elle observe en particulier les principes suivants:

- a. elle identifie à temps les domaines où il y aura lieu d'agir, fixe en conséquence les objectifs à atteindre, la stratégie à suivre et les mesures à prendre;
- b. elle ordonne ses activités en tenant compte de l'importance et de l'urgence des affaires;
- c. elle fournit ses prestations de manière à répondre aux attentes des citoyens, dans une perspective durable, d'une façon efficace et rentable.

Art. 12 Principes régissant la direction de l'administration

(Art. 8, 35 et 36 LOGA)

¹ A tous les échelons, la direction se fonde sur les principes suivants:

- a. elle négocie les objectifs et les résultats à atteindre;
- b. elle procède périodiquement à une appréciation des prestations des unités administratives et des collaborateurs;
- c. elle adapte à temps les procédures et l'organisation aux nouveaux besoins;

⁵ Abrogés par le ch. I de l'O du 21 août 2002 (RO **2002** 2827).

- d. elle utilise la marge d'appréciation dont elle dispose, exerce ses compétences décisionnelles et permet à ses collaborateurs d'en faire autant dans leur domaine;
- e. elle encourage l'ouverture d'esprit et la disponibilité au changement;
- f. elle veille à ce que l'activité soit orientée sur les résultats et tienne compte de la dimension interdisciplinaire des affaires.

² Au surplus, la législation relative au personnel et les principes directeurs en matière de politique du personnel, édictés par le Conseil fédéral, sont applicables.

Art. 13 Attribution des compétences décisionnelles dans l'administration fédérale centrale
(Art. 47, al. 1, LOGA)

¹ La compétence décisionnelle selon l'art. 47, al. 1, LOGA est attribuée en fonction de l'importance d'une affaire.

² En règle générale, la compétence décisionnelle est attribuée à l'unité qui a la maîtrise politique et matérielle du domaine. Elle n'est attribuée à des unités inférieures à l'office que dans des cas exceptionnels, dûment motivés.

³ Exceptionnellement, une affaire est soumise à l'unité supérieure pour décision ou pour l'obtention d'instructions si son importance ou sa complexité particulières l'exigent.

Section 2 Collaboration

Art. 14 Collaboration entre les unités administratives

¹ Les unités administratives sont tenues de collaborer. Elles s'entraident et s'informent mutuellement.

² Elles coordonnent leurs activités et s'assurent que celles-ci concordent avec la politique générale du Conseil fédéral.

³ Elles donnent aux autres unités administratives les renseignements nécessaires à l'exécution de leurs tâches légales.

Art. 15 Participation des unités administratives concernées

¹ Lorsque la consultation des offices n'est pas prescrite, les unités administratives s'assurent que toutes les autres unités concernées participent à la préparation de leurs décisions.

² Les unités sont invitées à donner leur avis, à moins que la loi n'exige leur approbation. En règle générale, elles donnent leur avis par écrit.

³ Si une approbation est nécessaire, les divergences doivent être éliminées par les unités administratives concernées. Exceptionnellement, celles-ci peuvent demander que les divergences soient tranchées par les unités administratives qui leur sont directement supérieures.

Art. 16 Conférence des secrétaires généraux

(Art. 53 LOGA)

¹ La Conférence des secrétaires généraux est l'organe de coordination suprême. Elle veille à ce que l'activité de l'administration soit prospective, efficace et cohérente. Elle s'assure de la participation de tiers ou d'autres organes.

² Elle participe à la planification, à la préparation et à l'exécution des affaires du Conseil fédéral, ainsi qu'à l'élimination des divergences.

Section 3 Planification et controlling**Art. 17** Planification

(Art. 6, al. 1, 25, al. 2, let. a, 32, let. a, 36, al. 1, 51 et 52 LOGA)

¹ Le Conseil fédéral fixe les priorités et les objectifs de la planification, ainsi que les moyens à utiliser.

² Les planifications gouvernementales comprennent:

- a. des planifications générales portant sur l'ensemble des domaines de la politique fédérale, telles que les grandes lignes de la politique gouvernementale selon l'art. 18 et les objectifs annuels du Conseil fédéral selon l'art. 19 (plans matériels généraux) ainsi que les plans financiers prévus par la loi fédérale du 6 octobre 1989 sur les finances de la Confédération⁶ et par l'ordonnance du 11 juin 1990 sur les finances de la Confédération⁷;
- b. des planifications spécifiques portant sur certains domaines de la politique de la Confédération ou des secteurs de ces domaines;
- c. d'autres planifications, s'il y a lieu.

³ Les plans matériels généraux et les plans financiers doivent, autant que possible, être harmonisés quant au calendrier et au fond. Les différents secteurs d'activité sont regroupés en domaines politiques.

⁴ La Chancellerie fédérale prépare les plans matériels généraux prévus à l'al. 2, let. a. L'Administration fédérale des finances prépare le budget et le plan financier. A ces fins, elles collaborent avec les départements.

⁵ Les plans établis par le Conseil fédéral ou les départements lient les unités administratives inférieures.

Art. 18 Grandes lignes de la politique gouvernementale(Art. 45^{bis} LREC⁸)

¹ Les Grandes lignes de la politique gouvernementale indiquent l'orientation politique générale de l'activité gouvernementale pendant une législature.

² Elles dressent un bilan de la législature précédente.

⁶ RS 611.0

⁷ RS 611.01

⁸ RS 171.11

³ Elles fixent les objectifs et les résultats à atteindre, indiquent les mesures prioritaires, ainsi que les domaines dans lesquels l'offre de prestations de l'Etat doit faire l'objet d'un réexamen ou être réduite.

Art. 19 Objectifs annuels du Conseil fédéral

(Art. 51 LOGA)

¹ Les objectifs annuels du Conseil fédéral précisent les grandes orientations de l'activité gouvernementale pour l'année suivante, déterminent les objectifs à atteindre ainsi que les mesures à prendre et indiquent les objets à soumettre aux Chambres fédérales.

² Les objectifs annuels constituent la base de la planification des affaires du Conseil fédéral selon l'art. 2, du controlling selon l'art. 21, de la surveillance selon la section 5 et de la présentation du rapport de gestion annuel selon l'art. 45 de la loi du 23 mars 1962 sur les rapports entre les conseils⁹ (LREC).

Art. 20 Objectifs annuels des départements et de la Chancellerie fédérale

(Art. 51 LOGA)

¹ Les départements et la Chancellerie fédérale harmonisent leurs objectifs annuels avec les planifications gouvernementales et les soumettent au Conseil fédéral pour qu'il en prenne acte.

² Ils font rapport sur leur activité dans le cadre de la présentation du rapport de gestion annuel du Conseil fédéral, conformément à l'art. 45 LREC¹⁰.

Art. 21 Controlling

¹ Le controlling est un instrument de direction qui, à tous les échelons, permet de suivre le déroulement des travaux de façon à atteindre les objectifs.

² Pour son controlling, le Conseil fédéral est assisté par la Chancellerie fédérale et le Département fédéral des finances (DFF). A ces fins, la Chancellerie fédérale et le DFF collaborent avec les autres départements.

³ Les départements sont responsables du controlling dans leur domaine. Ils s'assurent que leur controlling concorde avec celui du Conseil fédéral.

Art. 22 Enregistrement de l'activité de l'administration

¹ Les unités administratives consignent leurs activités en assurant la gestion systématique des dossiers. A cet effet, elles prennent les mesures organisationnelles, administratives et techniques nécessaires à la constitution et à la gestion des documents.

² Les Archives fédérales coordonnent et contrôlent la gestion des dossiers et assistent les unités administratives à cet effet.

⁹ RS 171.11

¹⁰ RS 171.11

³ L'Office fédéral de l'informatique coordonne l'utilisation de moyens informatiques pour la gestion des dossiers, notamment en matière de bureautique, et apporte son assistance à cet effet.

⁴ La législation fédérale relative à l'archivage est applicable.

Section 4 Information et communication

(Art. 10, 10a, 11, 34, 40 et 54 LOGA)¹¹

Art. 23

¹ La Chancellerie fédérale est responsable, en collaboration avec les départements, de l'information de l'Assemblée fédérale, des cantons et du public portant sur les décisions et les intentions du Conseil fédéral, ainsi que sur les mesures qu'il prend. Elle assure la planification indispensable et élabore les principes régissant la politique de communication du Conseil fédéral.

² Les départements et la Chancellerie fédérale répondent de l'information et de la communication dans leur domaine. Ils respectent la ligne générale de la politique de communication du Conseil fédéral. Ils règlent les tâches d'information qui incombent aux unités qui leur sont subordonnées.

³ La Chancellerie fédérale est responsable, en collaboration avec la Conférence des services d'information de la Confédération, de la coordination de l'information et de la communication; elle peut arrêter des instructions à cet effet.

⁴ S'il y a lieu, le Conseil fédéral peut centraliser l'information et la communication auprès du président de la Confédération, de la Chancellerie fédérale, d'un département ou d'une unité administrative. L'organe désigné a le droit de donner des instructions.

Section 5 Surveillance

Art. 24 Surveillance exercée sur l'administration

(Art. 8, al. 3 et 4, 36, al. 3, LOGA)

¹ Au moyen de la surveillance, le Conseil fédéral, les départements et la Chancellerie fédérale s'assurent que les tâches fixées par la constitution et les lois sont exécutées.

² La surveillance exercée sur l'administration fédérale centrale est complète. Elle est exercée conformément aux principes fixés aux art. 11 et 12.

³ La surveillance exercée sur l'administration fédérale décentralisée, ainsi que sur les organisations et sur les personnes selon l'art. 2, al. 4, LOGA, est régie en ce qui concerne l'objet, l'étendue et les principes, par la législation spéciale et dépend du degré d'autonomie de l'organe considéré.

¹¹ Nouvelle teneur de la référence selon le ch. I de l'O du 21 août 2002, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 2002 (RO 2002 2827).

Art. 25 Contrôle

(Art. 8, al. 3 et 4, LOGA)

¹ En tant qu'instrument de la surveillance, le contrôle sert:

- a. à examiner de manière approfondie des questions particulières que l'actualité ou des carences ont mises en évidence;
- b. à procéder à un examen périodique de secteurs déterminés.

² En règle générale, le contrôle d'une unité administrative est confié à un organe indépendant de celle-ci.

Art. 26¹² Contrôle exercé par le Conseil fédéral

(Art. 8, al. 3 et 4, 25, al. 2, let. c et d, 32, let. e, LOGA)

Dans l'exercice des tâches de contrôle prévues par la loi, le Conseil fédéral et le président de la Confédération sont assistés par la Chancellerie fédérale. S'il y a lieu d'approfondir une question interdépartementale, un groupe de travail selon l'art. 56 LOGA peut être institué ou des consultants externes selon l'art. 57 LOGA sollicités.

Art. 27¹³ Contrôle des tâches de la Confédération

(art. 5 LOGA)

¹ Les unités administratives examinent périodiquement et systématiquement leurs tâches, leurs prestations, leurs procédures et leur organisation en appliquant le critère de la nécessité et les principes fixés aux art. 11 et 12; elles pourvoient le cas échéant aux adaptations et aux suppressions qui s'imposent.

² La Conférence des secrétaires généraux assure la coordination.

Chapitre 4 Dispositions finales**Section 1 Autres dispositions****Art. 28** Ordonnances du Conseil fédéral sur l'organisation des départements et de la Chancellerie fédérale

(Art. 31, al. 3, 43 et 47 LOGA)

Le Conseil fédéral édicte une ordonnance sur l'organisation de chaque département et de la Chancellerie fédérale. Cette ordonnance règle notamment:

- a. les objectifs, les principes et les compétences décisionnelles du département ou de la Chancellerie fédérale;
- b. les objectifs, les tâches et les compétences décisionnelles des groupements et des offices;

¹² Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 août 2002, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 2002 (RO 2002 2827).

¹³ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 21 août 2002, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 2002 (RO 2002 2827).

- c. l'attribution des unités administratives décentralisées et, pour autant qu'ils ne soient pas définis dans d'autres dispositions, leurs objectifs, leurs tâches et leurs compétences décisionnelles.

Art. 29 Règlements d'organisation des départements et de la Chancellerie fédérale

(Art. 37 et 43, al. 4, LOGA)

¹ Les départements et la Chancellerie fédérale se donnent chacun un règlement d'organisation. Ce règlement peut notamment fixer:

- a. les principes de direction du département ou de la Chancellerie fédérale;
- b. les principes d'organisation du département ou de la Chancellerie fédérale, pour autant qu'ils ne soient pas définis dans d'autres dispositions;
- c. la délégation de signature;
- d.¹⁴ le recours des groupements et des offices à des consultants externes.

² Les départements responsables ou la Chancellerie fédérale peuvent arrêter un règlement d'organisation commun pour les tâches interdépartementales.

³ Les règlements d'organisation sont publics, mais ils ne sont pas publiés dans le Recueil officiel du droit fédéral.

Art. 30 Instructions et documents auxiliaires

¹ Le Conseil fédéral, la Conférence des secrétaires généraux, les départements et la Chancellerie fédérale assurent le bon fonctionnement de l'administration au moyen d'instructions et de documents auxiliaires.

² Les instructions et les documents auxiliaires portent notamment sur:

- a. la préparation des affaires du Conseil fédéral;
- b. ...¹⁵
- c. l'établissement des messages et des rapports du Conseil fédéral aux Chambres fédérales;
- d. la préparation et l'établissement d'actes législatifs fédéraux;
- e. les principes de l'attribution des compétences décisionnelles au niveau adéquat;
- f. la phase préliminaire de la procédure législative, pour autant qu'elle ne soit pas réglée dans l'ordonnance du 17 juin 1991 sur la procédure de consultation¹⁶;
- g. l'utilisation des ressources, notamment dans les domaines du personnel, des finances, de l'informatique et de la logistique;

¹⁴ Introduite par le ch. I de l'O du 21 août 2002, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 2002 (RO 2002 2827).

¹⁵ Abrogée par le ch. I de l'O du 21 août 2002 (RO 2002 2827).

¹⁶ RS 172.062

- h. la composition, la nomination, les mandats et les procédures des organes d'état-major, de planification et de coordination, ainsi que leurs rapports avec le reste de l'administration;
- i. les relations de l'administration fédérale avec l'étranger;
- j. l'activité commerciale accessoire des unités administratives;
- k. la gestion des dossiers;
- l. l'autorisation de régler seul des affaires donnée au président de la Confédération en vertu de l'art. 26, al. 4, LOGA;
- m. la coordination de l'information et de la communication.

Section 2 Autorisations prévues à l'art. 271, ch. 1, du code pénal¹⁷

Art. 31

¹ Dans leur domaine, les départements et la Chancellerie fédérale décident des autorisations de procéder pour un Etat étranger à des actes qui relèvent des pouvoirs publics, prévues à l'art. 271, ch. 1, du code pénal¹⁸ (CP).

² Les cas d'importance majeure, sur le plan politique ou autre, doivent être soumis au Conseil fédéral.

³ Toutes les décisions doivent être communiquées à la Chancellerie fédérale, au Ministère public de la Confédération et aux départements concernés.

Section 3...

Art. 32¹⁹

Section 4

Gestion par mandats de prestations et enveloppes budgétaires (GMEB)

(Art. 44 LOGA)

Art. 33

¹ Les conditions-cadres minimales suivantes sont applicables aux unités GMEB visées à l'art. 7, al. 3:

- a. se fondant sur le mandat de prestations du Conseil fédéral, le département responsable conclut avec les unités GMEB une convention annuelle sur les prestations. Si une partie seulement d'un office est régie conformément aux

¹⁷ RS 311.0

¹⁸ RS 311.0

¹⁹ Abrogé par le ch. I de l'O du 21 août 2002 (RO 2002 2827).

principes GMEB, la conclusion de la convention peut être déléguée à l'office; l'approbation par le département de la convention sur les prestations est alors réservée;

- b. les unités GMEB présentent un rapport chaque année;
- c. les unités GMEB tiennent un compte des charges et des prestations, définissent les produits et les groupes de produits, ainsi que les indicateurs de performance.

² Le Conseil fédéral précise dans le mandat de prestations s'il y a lieu de mettre en compte pour la forme ou effectivement les prestations effectuées pour d'autres unités administratives.

³ Les unités GMEB peuvent conclure des accords entre elles et avec d'autres unités administratives. Les litiges résultant de ces accords sont tranchés par le département responsable après consultation des autres départements concernés. La décision du Conseil fédéral est réservée.

⁴ Ces dispositions seront réexaminées au plus tard lors de la présentation du rapport d'évaluation prévu à l'art. 65 LOGA.

Section 5 Abrogation du droit en vigueur

Art. 34

L'arrêté du Conseil fédéral du 7 juillet 1971 donnant pouvoir aux départements et à la chancellerie fédérale d'accorder l'autorisation prévue à l'art. 271, ch. 1, du code pénal²⁰ est abrogé.

Section 6 Entrée en vigueur

Art. 35

¹ La présente ordonnance entre en vigueur, sous réserve de l'al. 2, le 1^{er} janvier 1999.

² Les art. 26 et 27 entrent en vigueur en même temps que l'ordonnance du 5 mai 1999 sur l'organisation de la chancellerie fédérale²¹.

²⁰ [RO 1971 1053]

²¹ RS 172.210.10. Cette ordonnance entre en vigueur le 1^{er} juin 1999.

Liste des unités de l'administration fédérale

L'administration fédérale se compose des unités suivantes:

A. Chancellerie fédérale:

Die Bundeskanzlei:
Cancelleria federale:
Chanzlia federala:

1. *Unités de l'administration fédérale centrale:*

Aucune

2. *Unités de l'administration fédérale décentralisée:*

Préposé fédéral à la protection des données
Eidgenössischer Datenschutzbeauftragter
Incaricato federale della protezione dei dati
Incumbensà federal per la protecziun da datas

²² Mise à jour selon l'art. 17 al. 4 de l'O du 14 juin 1999 sur l'organisation du Département fédéral de l'économie (RS 172.216.1), le ch. 2 de l'annexe à l'O du 6 déc. 1999 sur l'organisation du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (RS 172.217.1), le ch. II 5 de l'annexe à l'O du 17 nov. 1999 sur l'organisation du Département fédéral de justice et police (RS 172.213.1), l'art. 18 al. 3 de l'O du 13 déc. 1999 sur l'organisation du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (RS 172.214.1), l'art. 19 de l'O du 23 fév. 2000 sur la météorologie et la climatologie (RS 429.11), le ch. II de l'O du 28 juin 2000 (RO 2000 1849), l'art. 19 ch. 3 de l'O du 28 juin 2000 sur l'organisation du Département fédéral de l'intérieur (RS 172.212.1), l'art. 13 de l'O du 25 oct. 2000 sur la promotion de l'image de la Suisse à l'étranger (RS 194.11), l'art. 12 al. 2 de l'O du 4 déc. 2000 sur le renseignement (RS 510.291), le ch. II de l'O du 4 déc. 2000 (RO 2001 265), l'art. 33 ch. 1 de l'O du 11 déc. 2000 sur l'organisation du Département fédéral des finances (RS 172.215.1), l'art. 13 ch. 1 de l'O du 28 sept. 2001 sur l'organisation de l'Institut suisse des produits pharmaceutiques (RS 812.216), le ch. II des O du 10 avril 2002 (RO 2002 1155), du 1^{er} mai 2002 (RO 2002 1453) et du 21 août 2002, en vigueur depuis le 1^{er} oct. 2002 (RO 2002 2827).

B. Départements:
Die Departemente:
Dipartimenti:
Departaments:

Département fédéral des affaires étrangères
Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
Dipartimento federale degli affari esteri
Departament federal dals affars exteriurs

1. Unités de l'administration fédérale centrale:

Secrétariat général
 Generalsekretariat
 Segreteria generale
 Secretariat general
 Secrétariat d'Etat
 Staatssekretariat
 Segreteria di Stato
 Secretariat da stadi
 Direction politique
 Politische Direktion
 Direzione politica
 Direcziun politica
 Direction du droit international public
 Direktion für Völkerrecht
 Direzione del diritto internazionale pubblico
 Direcziun per dretg internaziunal public
 Direction du développement et de la coopération
 Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit
 Direzione dello sviluppo e della cooperazione
 Direcziun per svilup e cooperaziun
 Direction des ressources et du réseau extérieur
 Direktion für Ressourcen und Aussennetz
 Direzione delle risorse e della rete esterna
 Direcziun per resursas e rait exteriura

2. Unités de l'administration fédérale décentralisée:

En fait notamment partie l'unité suivante:

Présence Suisse
 Präsenz Schweiz
 Presenza Svizzera
 Preschientscha Svizra

Département fédéral de l'intérieur
Eidgenössisches Departement des Innern
Dipartimento federale dell'interno
Department federal da l'intern

1. Unités de l'administration fédérale centrale:

Secrétariat général
Generalsekretariat
Segreteria generale
Secretariat general

Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes
Eidgenössisches Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann
Ufficio federale per l'uguaglianza fra donna e uomo
Uffizi federal per l'egualitad tranter dunna ed um

Office fédéral de la culture
Bundesamt für Kultur
Ufficio federale della cultura
Uffizi federal da cultura

Archives fédérales
Schweizerisches Bundesarchiv
Archivio federale
Archiv federal

Office fédéral de météorologie et de climatologie (MétéoSuisse)
Bundesamt für Meteorologie und Klimatologie (MeteoSchiweiz)
Ufficio federale di meteorologia e climatologia (MeteoSvizzera)
Uffizi federal per meteorologia e climatologia (MeteoSvizra)

Office fédéral de la santé publique
Bundesamt für Gesundheit
Ufficio federale della sanità pubblica
Uffizi federal da sanitad

Office fédéral de la statistique
Bundesamt für Statistik
Ufficio federale di statistica
Uffizi federal da statistica

Office fédéral des assurances sociales
Bundesamt für Sozialversicherung
Ufficio federale delle assicurazioni sociali
Uffizi federal d'assicuranzas socialas

Office fédéral de l'assurance militaire
Bundesamt für Militärversicherung
Ufficio federale dell'assicurazione militare
Uffizi federal d'assicuranza militara

Groupement de la science et de la recherche
 Gruppe für Wissenschaft und Forschung
 Aggruppamento per la scienza e la ricerca
 Grappa per scienza e perscrutaziun
 Secrétariat d'Etat
 Staatssekretariat
 Segreteria di Stato
 Secretariat da stadi
 Office fédéral de l'éducation et de la science
 Bundesamt für Bildung und Wissenschaft
 Ufficio federale dell'educazione e della scienza
 Uffizi federal per furmaziun e scienza

2. *Unités de l'administration fédérale décentralisée:*

En font notamment partie les unités suivantes:

Ecoles polytechniques fédérales
 Eidgenössische Technische Hochschulen
 Politecnici federali
 Scolas politecnicas federalas
 Conseil des écoles polytechniques fédérales
 Rat der Eidgenössischen Technischen Hochschulen
 Consiglio dei politecnici federali
 Cussegl da las scolas politecnicas federalas
 Institut Paul Scherrer
 Paul Scherrer Institut
 Istituto Paul Scherrer
 Institut Paul Scherrer
 Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage
 Eidgenössische Forschungsanstalt für Wald, Schnee und Landschaft
 Istituto federale di ricerca per la foresta, la neve e il paesaggio
 Institut federal per la perscrutaziun da gaud, naiv e cuntrada
 Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherches
 Eidgenössische Materialprüfungs- und Forschungsanstalt
 Laboratorio federale di prova dei materiali e di ricerca
 Institut federal da controlla da material e da perscrutaziun
 Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux
 Eidgenössische Anstalt für Wasserversorgung, Abwasserreinigung und Gewässerschutz
 Istituto federale per l'approvvigionamento, la depurazione e la protezione delle acque
 Institut federal per provediment, serenaziun e protecziun da las auas
 Swissmedic, Institut suisse des produits thérapeutiques
 Swissmedic, Schweizerisches Heilmittelinstitut
 Swissmedic, Istituto svizzero per gli agenti terapeutici
 Swissmedic, Institut svizzer per products therapeutics
 Swissmedic, Swiss Agency for Therapeutic Products

Département fédéral de justice et police
Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement
Dipartimento federale di giustizia e polizia
Departament federal da giustia e polizia

1. *Unités de l'administration fédérale centrale:*

Secrétariat général
 Generalsekretariat
 Segreteria generale
 Secretariat general
 Office fédéral de la justice
 Bundesamt für Justiz
 Ufficio federale di giustizia
 Uffizi federal da giustia
 Office fédéral de la police
 Bundesamt für Polizei
 Ufficio federale di polizia
 Uffizi federal da polizia
 Office fédéral des étrangers
 Bundesamt für Ausländerfragen
 Ufficio federale degli stranieri
 Uffizi federal per esters
 Office fédéral des assurances privées
 Bundesamt für Privatversicherungen
 Ufficio federale delle assicurazioni private
 Uffizi federal d'assicuranzas privatas
 Office fédéral de métrologie et d'accréditation
 Bundesamt für Metrologie und Akkreditierung
 Ufficio federale di metrologia e di accreditamento
 Uffizi federal da metrologia e d'accreditaziun
 Office fédéral des réfugiés
 Bundesamt für Flüchtlinge
 Ufficio federale dei rifugiati
 Uffizi federal per fugitivs

2. *Unités de l'administration fédérale décentralisée:*

En font notamment partie les unités suivantes:

Institut suisse de droit comparé
 Schweizerisches Institut für Rechtsvergleichung
 Istituto svizzero di diritto comparato
 Institut svizzer da dretg cumparativ
 Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle
 Eidgenössisches Institut für Geistiges Eigentum
 Istituto Federale della Proprietà Intellettuale
 Institut Federal da Proprietad Intellectuala

Ministère public de la Confédération
 Bundesanwaltschaft
 Ministero pubblico della Confederazione
 Procura publica federala

**Département fédéral de la défense, de la protection de la population
 et des sports**
Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
**Dipartimento federale della difesa, della protezione della popolazione
 e dello sport**
Departament federal da defensium, protecziun da la populaziun e sport

1. Unités de l'administration fédérale centrale:

Secrétariat général
 Generalsekretariat
 Segreteria generale
 Secretariat general
 Direction de la politique de sécurité
 Direktion für Sicherheitspolitik
 Direzione della politica di sicurezza
 Direcziun da la politica da sicurezza
 Office de l'auditeur en chef
 Oberauditorat
 Ufficio dell'uditore in capo
 Auditorat superiur
 Office fédéral du sport
 Bundesamt für Sport
 Ufficio federale dello sport
 Uffizi federal da sport
 Office fédéral de la protection civile
 Bundesamt für Zivilschutz
 Ufficio federale della protezione civile
 Uffizi federal da protecziun civila
 Etat-major général
 Generalstab
 Stato maggiore generale
 Stab general
 Groupe du personnel de l'armée de l'état-major général
 Untergruppe Personelles der Armee des Generalstabes
 Gruppo del personale dell'esercito di stato maggiore generale
 Grappa dal persunal da l'armada dal stab general

Renseignement militaire de l'état-major général
 Militärischer Nachrichtendienst des Generalstabes
 Servizio informazioni di Stato maggiore generale
 Servetsch d'infurmaziun militar dal stab general
 Groupe des opérations de l'état-major général
 Untergruppe Operationen des Generalstabes
 Gruppo operazioni di Stato maggiore generale
 Grappa d'operaziun dal stab general
 Groupe de la logistique de l'état-major général
 Untergruppe Logistik des Generalstabes
 Gruppo della logistica di Stato maggiore generale
 Grappa da logistica dal stab general
 Groupe de la planification de l'état-major général
 Untergruppe Planung des Generalstabes
 Gruppo della pianificazione di Stato maggiore generale
 Grappa da planisaziun dal stab general
 Groupe de l'aide au commandement de l'état-major général
 Untergruppe Führungsunterstützung des Generalstabes
 Gruppo dell'aiuto alla condotta di Stato maggiore generale
 Grappa d'agid al comando dal stab general
 Groupe des affaires sanitaires de l'état-major général
 Untergruppe Sanität des Generalstabes
 Gruppo della sanità di Stato maggiore generale
 Grappa da sanitad dal stab general
 Groupe de la doctrine et de l'instruction opérative
 Untergruppe Doktrin und Operative Schulung
 Gruppo della dottrina e dell'istruzione operativa
 Grappa da dottrina e d'instrucziun operativa
 Groupe de la promotion de la paix et de la coopération en matière
 de sécurité
 Untergruppe Friedensförderung und Sicherheitskooperation
 des Generalstabes
 Gruppo promovimento della pace e cooperazione per la sicurezza
 Grappa da promoziun da la pasch e cooperaziun da segirezza dal stab
 general

Forces terrestres

Heer

Forze terrestri

Truppas terrestras

Groupe de la direction de l'instruction des Forces terrestres
 Untergruppe Ausbildungsführung des Heeres
 Gruppo della condotta dell'istruzione delle Forze terrestri
 Grappa da direcziun da l'instrucziun da truppas terrestras

Office fédéral des exploitations des Forces terrestres
 Bundesamt für Betriebe des Heeres
 Ufficio federale delle intendenze delle Forze terrestri
 Uffizi federal per manaschis da truppas terrestras
 Commandement du Corps des gardes-fortifications
 Kommando Festungswachtkorps
 Comando del Corpo della guardia delle fortificazioni
 Comando dal corp da guardiafortezzas
 Groupe du personnel enseignant des Forces terrestres
 Untergruppe Lehrpersonal des Heeres
 Gruppo del personale insegnante delle Forze terrestri
 Grappa dal persunal d'instrucziun da truppas terrestras
 Commandement du Centre d'instruction de l'armée à Lucerne
 Kommando Armee-Ausbildungszentrum Luzern
 Comando del Centro d'istruzione dell'esercito di Lucerna
 Comando dal center d'instrucziun da l'armada a Lucerna
 Office fédéral des armes de combat
 Bundesamt für Kampftruppen
 Ufficio federale delle truppe da combattimento
 Uffizi federal da las truppas da cumbat
 Office fédéral des armes et des services d'appui
 Bundesamt für Unterstützungstruppen
 Ufficio federale delle truppe di supporto
 Uffizi federal da truppas da sustegn
 Office fédéral des armes et des services de la logistique
 Bundesamt für Logistiktruppen
 Ufficio federale delle truppe della logistica
 Uffizi federal da truppas da logistica

Forces aériennes

Luftwaffe

Forze aeree

Aviatica militare

Groupe des opérations des Forces aériennes
 Untergruppe Operationen der Luftwaffe
 Gruppo operazioni delle Forze aeree
 Grappa d'operaziuns d'aviatica militare
 Office fédéral de l'instruction des Forces aériennes
 Bundesamt für Ausbildung der Luftwaffe
 Ufficio federale dell'istruzione delle Forze aeree
 Uffizi federal per l'instrucziun d'aviatica militare
 Office fédéral des exploitations des Forces aériennes
 Bundesamt für Betriebe der Luftwaffe
 Ufficio federale degli esercizi delle Forze aeree
 Uffizi federal per manaschis d'aviatica militare

Groupement de l'armement

Gruppe Rüstung

Aggruppamento dell'armamento

Gruppa d'armament

Administration centrale du groupement de l'armement

Zentralverwaltung der Gruppe Rüstung

Amministrazione centrale dell'aggruppamento dell'armamento

Administraziun centrala da la gruppa d'armament

Office fédéral des systèmes d'armes des Forces aériennes et des systèmes de commandement

Bundesamt für Luftwaffen- und Führungssysteme

Ufficio federale dell'aeronautica militare e dei sistemi di condotta

Uffizi federal per systems d'aviatica militar e da commando

Office fédéral des systèmes d'armes et des munitions

Bundesamt für Waffensysteme und Munition

Ufficio federale dei sistemi d'arma e delle munizioni

Uffizi federal per systems d'armas e muniziun

Office fédéral du matériel d'armée et des constructions

Bundesamt für Armeematerial und Bauten

Ufficio federale del materiale dell'esercito e delle costruzioni

Uffizi federal per material d'armada ed edifizis

Office fédéral de la topographie

Bundesamt für Landestopographie

Ufficio federale di topografia

Uffizi federal da topografia

2. *Unités de l'administration fédérale décentralisée:*

Aucune

Département fédéral des finances

Eidgenössisches Finanzdepartement

Dipartimento federale delle finanze

Departament federal da finanzas

1. *Unités de l'administration fédérale centrale:*

Secrétariat général

Generalsekretariat

Segreteria generale

Secretariat general

Administration fédérale des finances

Eidgenössische Finanzverwaltung

Amministrazione federale delle finanze

Administraziun federala da finanzas

Office fédéral du personnel
 Eidgenössisches Personalamt
 Ufficio federale del personale
 Uffizi federal dal persunal
 Caisse fédérale d'assurance
 Eidgenössische Versicherungskasse
 Cassa federale d'assicurazione
 Cassa federala d'assicuranza
 Administration fédérale des contributions
 Eidgenössische Steuerverwaltung
 Amministrazione federale delle contribuzioni
 Administraziun federala da taglia
 Administration fédérale des douanes
 Eidgenössische Zollverwaltung
 Amministrazione federale delle dogane
 Administraziun federala da duana
 Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication
 Bundesamt für Informatik und Telekommunikation
 Ufficio federale dell'informatica e della telecomunicazione
 Uffizi federal da l'informatica e dalla telecommunicaziun
 Office fédéral des constructions et de la logistique
 Bundesamt für Bauten und Logistik
 Ufficio federale delle costruzioni e della logistica
 Uffizi federal per edifizis e logistica

2. *Unités de l'administration fédérale décentralisée:*

En font notamment partie les unités suivantes:

Régie fédérale des alcools
 Eidgenössische Alkoholverwaltung
 Regia federale degli alcool
 Administraziun federala d'alcohol
 Contrôle fédéral des finances
 Eidgenössische Finanzkontrolle
 Controllo federale delle finanze
 Controlla federala da finanzas
 Commission fédérale des banques
 Eidgenössische Bankenkommission
 Commissione federale delle banche
 Cumissiun federala da bancas
 Caisse fédérale de pensions PUBLICA
 Pensionskasse des Bundes PUBLICA
 Cassa pensioni della Confederazione PUBLICA
 Cassa federala da pensiun PUBLICA

Département fédéral de l'économie
Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement
Dipartimento federale dell'economia
Department federal d'economia

1. *Unités de l'administration fédérale centrale:*

Secrétariat général
Generalsekretariat
Segreteria generale
Secretariat general
Surveillance des prix
Preisüberwachung
Sorveglianza dei prezzi
Sorveglianza da pretschs
Secrétariat d'Etat à l'économie
Staatssekretariat für Wirtschaft
Segretariato di Stato dell'economia
Secretariat da stadi per l'economia
Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie
Bundesamt für Berufsbildung und Technologie
Ufficio federale della formazione professionale e della tecnologia
Uffizi federal per la furnaziun professiunala e per la tecnologia
Office fédéral de l'agriculture
Bundesamt für Landwirtschaft
Ufficio federale dell'agricoltura
Uffizi federal d'agricoltura
Office vétérinaire fédéral
Bundesamt für Veterinärwesen
Ufficio federale di veterinaria
Uffizi federal per veterinaria
Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays
Bundesamt für wirtschaftliche Landesversorgung
Ufficio federale per l'approvvigionamento economico del Paese
Uffizi federal per il provediment economic dal pajais
Office fédéral du logement
Bundesamt für Wohnungswesen
Ufficio federale delle abitazioni
Uffizi federal d'abitaziuns

2. *Unités de l'administration fédérale décentralisée:*

En fait notamment partie l'unité suivante:

Commission de la concurrence
Wettbewerbskommission
Commissione della concorrenza
Cummissiun da concorrenza

**Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie
et de la communication**

**Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie
und Kommunikation**

**Dipartimento federale dell'ambiente, dei trasporti, dell'energia
e delle comunicazioni**

Departament federal per ambient, traffic, energia e comunicaziun

1. Unités de l'administration fédérale centrale:

Secrétariat général

Generalsekretariat

Segreteria generale

Secretariat general

Office fédéral des transports

Bundesamt für Verkehr

Ufficio federale dei trasporti

Uffizi federal da traffic

Office fédéral de l'aviation civile

Bundesamt für Zivilluftfahrt

Ufficio federale dell'aviazione civile

Uffizi federal d'aviatica civila

Office fédéral des eaux et de la géologie

Bundesamt für Wasser und Geologie

Ufficio federale delle acque e della geologia

Uffizi federal per aua e geologia

Office fédéral de l'énergie

Bundesamt für Energie

Ufficio federale dell'energia

Uffizi federal d'energia

Office fédéral des routes

Bundesamt für Strassen

Ufficio federale delle strade

Uffizi federal da vias

Office fédéral de la communication

Bundesamt für Kommunikation

Ufficio federale delle comunicazioni

Uffizi federal da comunicaziun

Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage

Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft

Ufficio federale dell'ambiente, delle foreste e del paesaggio

Uffizi federal d'ambient, gaud e cuntrada

Office fédéral du développement territorial

Bundesamt für Raumentwicklung

Ufficio federale dello sviluppo territoriale

Uffizi federal da svilup dal territori

2. *Unités de l'administration fédérale décentralisée:*

En font notamment partie les unités suivantes:

- Bureau d'enquête sur les accidents d'aviation et Bureau d'enquête sur les accidents ferroviaires
- Büro für Flugunfalluntersuchungen und Büro für Eisenbahnunfalluntersuchungen
- Ufficio d'inchiesta sugli infortuni aeronautici e Ufficio d'inchiesta sugli infortuni ferroviari
- Biro per esaminar accidents d'aviun e biro per esaminar accidents da viafier
- Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision
- Unabhängige Beschwerdeinstanz für Radio und Fernsehen
- Autorità indipendente di ricorso in materia radiotelevisiva
- Autoritad independenta da recurs en dumondas da radio e televisiun
- Commission fédérale sur les accidents d'aviation
- Eidgenössische Flugunfallkommission
- Commissione federale sugli infortuni aeronautici
- Cumissiuun federala davart accidents d'aviun
- Commission fédérale de la communication
- Eidgenössische Kommunikationskommission
- Commissione federale delle comunicazioni
- Cumissiuun federala da comunicaziun
- Commission d'arbitrage dans le domaine des chemins de fer
- Schiedskommission im Eisenbahnverkehr
- Commissione d'arbitrato in materia ferroviaria
- Cumissiuun da cumpromiss per il traffic da viafier
- Service chargé de la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication
- Dienst für die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs
- Servizio di sorveglianza della corrispondenza postale e del traffico delle telecomunicazioni
- Servetsch da surveglianza de la correspundenza per posta e telecommunicaziun

